

REZO

Le mensuel du Collectifmap

N° 11 du 1er décembre 2020

**Je suis
Michel
Zecler**

**EDITO :
LA POLITIQUE
DE LA HONTE**

**FORMATION :
RESISTER FACE A LA
DELOCALISATION**

**SOCIETE :
DECOLONIAL**

**SANTE :
PROTEGEONS NOUS
POUR PROTEGER
LES AUTRES**

**TRADITIONS :
NOUS DEVONS NOUS
ASSEOIR ET REFLECHIR**

**ENTREPRENEURIAT :
INVICTUS ATTITUDE**

**LIVRE :
STOP AUX HOMMES AVARES
DE SEVERIN BOUATINI**



**INTERVIEW :
LA LIGUE UMOJA VA AUX
ELECTIONS AU NIGER**

SOMMAIRE :

Edito – Page 2

Oxo. : La politique de la honte

Société – Page 3

Amzat Boukari-Yarabat : Décolonial

Formation – Page 6

Jiloo Adéric : Résister face à la délocalisation

Actualité – Page 8

La ligue panafricaine UMOJA va aux élections au Niger

Santé – Page 13

Jean-Charles Wognin : Faisons-nous dépister pour nous protéger et protéger les autres

Entrepreneuriat – Page 15

John Kuzimbikisa : Invictus attitude

Traditions & Cultures – Page 17

Kôrêdjo-Missa Dumbia : Nous devons nous asseoir et réfléchir

Critique Littéraire – Page 18

Severin BOUATINI : Stop aux hommes avars

Direction de la publication
Clément Egué

Cette lettre d'information est publiée par Rézo Tube Média (RTM)
www.collectifmap.org - Copyright © 2020

EDITO : La politique de la honte

Tableau : Cheri-Cherin

« Une honte nationale à l'image des républiques bananières ». C'est ainsi que les institutions américaines ont qualifié Donald Trump face à son entêtement à ne pas reconnaître sa défaite lors des dernières élections présidentielles aux Etats Unis d'Amérique. Pourtant cet Etat a bien d'autres ressemblances avec ces pays qui, sous les apparences d'une république, sont régis par des intérêts privés.

La police y tabasse et assassine en toute impunité. On y emprisonne allègrement avec ou sans simulacre de procès. Les droits des citoyens qui n'ont pas la chance d'avoir les faveurs du pouvoir sont piétinés quotidiennement. Il y bien d'autres

points sur lesquels le pays de Trump constitue socialement une république bananière. Il faut espérer que cette prise de conscience et cette honte sera salutaire pour la population noire américaine.

Mais ce constat ne s'arrête pas là. Car comme l'a dit un célèbre homme de Science : « les mêmes causes produisent les mêmes effets. » Ce qui est honteux outre atlantique devrait l'être aussi en terre Africaine. Mais dans les Etats « banania », les autocrates et leurs partisans ne semblent pas avoir suffisamment de fierté pour éprouver cette même honte. Et c'est bien là le problème !

Oxo.

SOCIETE: Le décolonial n'est pas le trophée d'un privilège de conscience malheureuse

Avec Frantz Fanon, Amilcar Cabral et Cheikh Anta Diop en pivots, il existe une vraie critique radicale et RE-constructive de la pensée et de l'action décoloniale dans les milieux panafricanistes et afrocentrés ; critique dans laquelle je m'inscris de manière solidaire mais qui est invisibilisée par la ridicule guerre médiatique menée par quelques pions de l'establishment conservateur au nom de la survie de la République. Des gens qui ne connaissent strictement rien de nos travaux et de nos luttes sont ainsi en train de se placer au centre du débat et de faire diversion. Des gens qui n'ont que mépris pour nos luttes et nos vies obtiennent des privilèges ou des crédits pour les étudier ou les caricaturer.

Pas plus que le panafricanisme, le décolonial n'est pas un fait divers. C'est une diversification des bifurcations géopolitiques de ceux qui voient l'eurocentrisme comme une impasse. Pour les militants panafricains, c'est soit on ouvre un chemin en faisant sauter le mur du fond (intégration dans une visée internationaliste), soit on creuse un tunnel pour faire convergence (Harlem/Alger/Accra/Bandung), soit on rebrousse chemin (Back to Africa). La hantise des milieux

conservateurs est peut-être de voir une véritable politique d'alliance panafricaine et décoloniale. La preuve en est que la critique panafricaine du décolonial n'est pas reprise par les conservateurs, bien qu'ils soient en train de chercher des valets dans nos rangs, car ils savent que le panafricanisme ne peut que renforcer et fluidifier le débat sur le décolonial en leur défaveur.



Un sas de décompression résidait jusqu'à présent dans le décolonial présent dans le cadre universitaire qui n'a pas forcément grand-chose à voir avec le décolonial dans le cadre politique et militant. Il suffit de voir les quelques 2000 universitaires qui signent une tribune de défense de la liberté académique et de se demander lesquels accepteraient de signer une tribune de soutien à la politique bolivarienne, décoloniale et panafricaine du Venezuela

soumis à une agression impérialiste. Cela reste une situation intéressante de voir autant d'universitaires signer une tribune et c'est toujours rassurant quelque part.

Néanmoins ce fossé entre la théorie et l'action est peut-être le cœur de la liberté d'expression comme limite de l'engagement. On peut accepter de débattre d'une idée sans en valider les modalités d'application pratique. Comme sans doute plusieurs peuvent accepter de parler de la Françafrique et du néocolonialisme mais sans valider les actions qui mettraient fin à la Françafrique et au néocolonialisme. Une volonté de passer entre les gouttes qui se défend. C'est pour cela que le camp d'été décolonial avait marqué un tournant politique particulier, ainsi que le lancement de l'École décoloniale. C'est pour cela que je me suis engagé pour lancer l'école politique africaine (EPA) qui est un outil nécessaire sans avoir besoin de faire de longs discours ou de grandes tribunes.

Le paradoxe rejoint aussi les élections américaines où la victoire de Trump en Floride a été présentée comme le signe qu'il n'y aurait pas de vague démocrate. Les gens étaient déçus mais le vote en Floride est très lié à la politique

américaine de déstabilisation envers Cuba et le Venezuela, thème qui a été absent des rares reportages-bilan du mandat Trump que j'ai pu voir. Sous Trump, beaucoup d'intellectuels et de médias "progressistes" ont d'ailleurs refusé de prendre position contre l'agression impérialiste au Venezuela.



Comment veut on combattre une idée en tournant le dos aux forces politiques d'alternative et de résistance qui incarnent cette idée ?

C'est effectivement une problématique à géométrie variable car les idées se confondent parfois avec des opérations de communication et de récupération. Et des carrières. On passe quatre ans à entendre les anti-Trump ruminer, mais les mêmes font la moue quand on leur explique la situation au Congo ou vont hésiter à soutenir le peuple vénézuélien confronté à l'extension de l'obamatrumpisme. Les menaces de Trump quant à la légalité du vote font écho aux mascarades de Guaido mais il s'en trouvera toujours des personnes

pour ranger les forces bolivariennes, décoloniales ou panafricaines dans le même sac que les forces conservatrices, réactionnaires et chauvines.

J'entends parler de retour au maccarthysme ; oui, mais pour nous, le programme du contre-espionnage du FBI (cointelpro) n'a jamais cessé et nous n'oublions pas que la première cible des ancêtres du FBI et de la DGSi au début du 20^{eme} siècle fut le panafricanisme et le garveyisme. Nous pouvons déplorer une critique répressive

contre les militants panafricains et décoloniaux, puis les universitaires potentiellement "complices" de ces mouvements, selon une tactique d'intimidation qui a également déjà été appliquée aux « Black and Africana studies » dans le passé. Toujours plus facile à dire qu'à faire mais ne reproduisons pas la hiérarchie que nous prétendons combattre car on ne passera pas entre les gouttes.

Amzat Boukari

Ligue panafricaine Umoja

FORMATION : Résister face à la délocalisation

Les délocalisations sont au cœur du débat des nations occidentales sur la mondialisation et ses effets sur l'emploi. Des mesures budgétaires ont été prises depuis 2000. Pourtant, pour beaucoup d'économistes, les délocalisations ne sont pas un problème important pour les pays industriels parce que la formation y est un facteur important. Ce qu'il faut comprendre, c'est que toute mesure de protection est une garantie de croissance pour le pays qui la pratique. Je reviens vers vous pour vous aider à identifier un métier qui n'est pas délocalisable, ni robotisable et ayant le moins de chance d'être informatisable.

Le choix de formation étant large, il faut se concentrer sur des emplois essentiels dans une région ou un quartier et surtout qu'ils n'aient aucune chance d'être en concurrence avec une main d'œuvre d'un autre pays du monde. Par exemple le garagiste, le fleuriste, le coiffeur, le cafetier, le boulanger sont des métiers qui nécessitent d'être sur place pour pouvoir exercer cette activité. Je fais partie d'une génération qui a été mal orientée professionnellement, car on nous faisait miroiter des professions

censées nous offrir de gros salaires sans nous salir les mains.

Certains de mes camarades ont choisi une formation plus manuelle et grand bien leur en a pris, car ils sont dans une large majorité propriétaire de leur entreprise et surtout ont vraiment beaucoup de travail à tel point qu'ils sont obligés d'orienter leur client vers leurs concurrents. Beaucoup d'étudiants sont aller surcharger les filières du tertiaire pour tenter d'exercer un métier qu'ils auraient appris lors de leurs formations.



Votre plan de formation peut avoir un effet sur votre avenir avec les menaces que sont l'informatisation, la robotisation, et sans oublier la délocalisation. Combien de métiers ont perdu leur spécificité artisanale pour devenir industrielle avant de s'exporter et donc perdre leur charme et surtout la proximité avec les clients locaux ? Quoiqu'on en dise, les métiers manuels, semblent rapporter moins que des métiers du tertiaire notamment le fameux

trader que beaucoup de jeunes envient. Mais ce n'est pas toujours le cas.

Et puis dans une vie de travail, tout ne se rapporte pas au revenu ; il y a aussi l'utilité de l'emploi que l'on exerce. L'impact sur la région dans laquelle l'on apporte son savoir-faire, pour le bénéfice de la

population locale. Trop souvent, les individus travaillent dur pour quelque chose qui ne vaut pas le coup. Travailler pour quelque chose qui vaut le coup est probablement plus important que travailler dur !

Jiloo Adéric

Afrocentricity International

ACTUALITE : La ligue panafricaine Umoja va aux élections au Niger

Amzat Boukari-Yabara : « La Ligue Panafricaine – UMOJA va apporter aux populations du Niger une amélioration de leurs conditions de vie économiques et sociales. »

Bonjour Monsieur Amzat Boukari-Yabara, vous êtes le secrétaire général fédéral de la ligue panafricaine Umoja. Pouvez-vous présenter en quelques mots votre organisation ?

AB-Y : La Ligue Panafricaine – UMOJA (LP-U) est une organisation créée en 2012 dans sa forme actuelle, c'est-à-dire une organisation politique et fédérale qui se déploie en sections territoriales sur le Continent et dans les Territoires de la Diaspora. Son objectif est de ramener le panafricanisme dans le champ politique dans un premier temps, et ensuite au pouvoir, pour œuvrer

à la réalisation d'un ensemble fédéral panafricain au service des peuples. Notre vision du panafricanisme s'inscrit dans l'héritage légué par nos illustres ancêtres qui ont dressé les plans de la renaissance africaine à partir des valeurs de la Maât (équité, paix, vérité, justice) et de l'Ubuntu, l'humanité partagée des Africains. Nous disposons d'un magazine trimestriel Panafrikan, d'un site internet (<https://lp-umoja.com/>), avec des réseaux sociaux, d'une radio en cours de programmation et d'une maison d'éditions annexe qui a notamment édité notre programme politique pour la mandature 2016-2020. Notre

organisation est indépendante dans son financement et dans sa politique de partenariats.

La ligue panafricaine – UMOJA a décidé de présenter des candidats aux prochaines élections municipales et législatives dans la région de Diffa au Niger. Qu'est-ce qui a motivé cette initiative politique ?

AB-Y : Au sein de la LP-U nous disons des Sections Territoriales situées sur le continent qu'elles sont électorales c'est-à-dire qu'elles ont vocation, dès que les conditions le permettent, à acquérir le statut de parti politique et à aller à la conquête du pouvoir, en négligeant aucune parcelle, de la base au sommet.

Avec le travail politique entrepris sur le terrain depuis 7 ans, nous avons estimé que la Section était suffisamment mûre pour confronter notre offre politique à l'épreuve des urnes.

La ligue Umoja dispose de sections territoriales au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Niger. Pourquoi avoir choisi ce pays pour présenter vos candidats ?

AB-Y : En 2015, nous avons participé à une première campagne électorale au Mali mais depuis la Déclaration d'Abidjan de janvier

2017, nous avons décidé d'accélérer la mutation en parti politique des sections que vous avez citées.

Pour le Niger, nous avons suivi une feuille de route précise. Un travail d'implantation dans toutes les régions du pays, dans les universités de Niamey et Zinder lors des élections syndicales étudiantes et auprès des populations à travers des actions de solidarité. Nous avons doublé ce travail d'implantation géographique par des formations théoriques et des activités pratiques qui ont permis de recruter et de répondre à des besoins concrets de la population. Nous sommes officiellement reconnus en parti politique après un long travail administratif et organisationnel de constitution des dossiers et des statuts.

Le Niger s'est préparé pour cette première échéance nationale et nos candidats se sont spontanément engagés. Le Niger représente aussi un enjeu historique car il est souvent oublié dans l'histoire du panafricanisme alors qu'en 1958, il avait voté pour l'indépendance comme la Guinée de Sékou Touré, mais les résultats furent trafiqués. Il est important de donner à ce pays une revanche sur l'histoire.

Quelles sont les localités dans lesquels vos candidats se présentent ?

AB-Y : Pour ces élections locales, la LP-U se présente sous la houlette d'un parti politique partenaire qui s'appelle YALWA. Nous sommes présents dans sept communes : Diffa, Bouza, Korfane, Baban Kalami, Tabotaki, Allakaye et Tama, avec un total de 145 candidats souvent jeunes, non parachutés avec un réel ancrage territorial.

La ligue panafricaine semble être un mouvement intellectuel panafricain fortement implanté dans la diaspora européenne. A-t-elle la capacité localement de faire campagne et de gouverner ?

AB-Y : La Ligue Panafricaine – UMOJA est plutôt un mouvement sociopolitique et culturel qui produit des idées et des solutions et cherche comment s'organiser en synergie avec les autres forces panafricaines pour une application sur le terrain. Les intellectuels savent commenter les actualités sans chercher à apporter les réponses aux problèmes qu'ils décrivent car l'apolitisme est aussi une manière de survivre. La LP-U encourage donc la jeunesse consciente à se nourrir de la vision de l'historien sénégalais Cheikh

Anta Diop et du physicien nigérien Abdou Moumouni, deux géants intellectuels, qui ont mené et inspiré l'action politique en Afrique même.

Ensuite, la LP-U a des antennes dans la diaspora mais notre siège officiel est dans un pays africain. La majorité des dirigeants et des cadres de l'organisation, notamment les cadres historiques, réside en Afrique. Razak Djibriki, le président de la LP-U Niger, est d'ailleurs le co-président de toute la LP-U. Les sections les plus nombreuses en militants sont en Afrique, où nous avons plus d'activités de proximité que dans la diaspora. Nous avons des sections dans la diaspora européenne qui ont une certaine visibilité mais surtout nos militants sont dans le monde entier.

Au Niger, la Ligue Panafricaine – UMOJA a réussi à naître, à grandir et à s'implanter dans tout le pays et pas seulement à Niamey. Ce n'est possible que si nous sommes avec le peuple et pour le peuple. La campagne est rendue possible par le sacrifice de nos militants sur le terrain et à la solidarité que toute l'organisation leur apporte. Nous appelons également au soutien plus large des personnes qui se reconnaissent dans notre lutte. Pour les personnes qui souhaitent

participer à cette victoire, nous avons ouvert une cagnotte pour recevoir des dons, notamment de la diaspora. Le meilleur soutien reste néanmoins de rejoindre la Ligue soit en membre actif soit en membre bienfaiteur.

Gouverner localement est à notre portée car la stratégie initiale de la LP-U a toujours été « de la base au sommet ». C'est en étant présent à la base que l'on trouve appui pour gagner le sommet. Nous voulons montrer qu'en gouvernant autrement les villes et les régions, il est possible de faire avancer tout le pays. La gouvernance locale donne aussi droit à des partenariats internationaux et nous mobiliserons la solidarité panafricaine afin de sortir des mécanismes de dette et de dépendance.

Que vont apporter ces candidatures aux populations concernées ?

AB-Y : La Ligue Panafricaine – UMOJA va apporter aux populations du Niger une amélioration de leurs conditions de vie économiques et sociales. Avant la campagne électorale, nous avons mené un certain nombre de campagnes pour les jeunes, pour les femmes, pour les personnes démunies et réfugiées, et nous allons institutionnaliser tout cela dans le cadre des politiques

municipales et au niveau régional. Nous avons ciblé les besoins et identifié les mécanismes qui pourraient nous permettre d'y répondre de manière systémique et structurelle.

Les candidatures de la LP-U offrent aussi à toute la jeunesse panafricaniste une voix pour qu'elle puisse enfin s'exprimer. Le panafricanisme a été trop longtemps absent du paysage et nous offrons aux populations la possibilité de le mettre enfin au pouvoir. Nous constatons que toutes les combinaisons et les couleurs politiques ont fait preuve de leur incapacité à faire décoller le Niger donc nous ne ferons certainement pas pire. Nos candidatures ouvrent une nouvelle dynamique politique d'alternative souveraine au service des populations.

Le Niger avec la ville d'Agadez est une plaque tournante de l'immigration clandestine avec ces milliers de mort en méditerranée. Que vous inspire cette situation ?

AB-Y : Le Niger est effectivement une plaque tournante et la politique panafricaniste que nous devons mener dans ce pays doit en faire la première solution aux drames qui ont pris une proportion inhumaine dans le Sahara et en

Méditerranée depuis la destruction de la Libye de Kadhafi par les puissances occidentales, en particulier la France de Sarkozy. Aujourd'hui, le Niger est devenu à la fois la frontière délocalisée de l'Europe et en même temps le pays tiers de référence, qui accueille des Guinéens, Camerounais, Tchadiens, Ivoiriens et nombreuses autres nationaux refoulés de Libye. Je suis persuadé que la solution de la crise en Libye passe par un Niger solidement ancré dans le panafricanisme. Si la Ligue Panafricaine – UMOJA remporte des localités au Niger, nous pourrions les transformer en pôles de développement régional pour tout le pays et tout le Sahel. Il faudra y assurer la sécurité (alimentaire et militaire), le bien-être (santé, éducation) et surtout l'emploi car ce sont les trois points qui permettent de fixer une population.

Quel message souhaitez-vous envoyer aux électeurs nigériens ?

AB-Y : Aux électeurs nigériens nous disons que 60 ans après nos indépendances nominales, l'heure est venue de (re)mettre le panafricanisme au pouvoir. Le territoire du Niger a de ce fait une responsabilité historique.

Voter pour les candidats LP-U/YALWA c'est donner l'opportunité aux populations d'être partie prenante dans la gestion de leur localité, par le biais de la démocratie participative issue des expériences positives de l'Amérique du sud (Porto Alègre). Dès lors, elles auront un rôle proactif tant dans le choix des projets municipaux que dans le contrôle de leur exécution.

C'est ainsi qu'elles reprendront l'initiative historique c'est-à-dire la capacité de décider de leur avenir.

SANTE : Faisons-nous dépister pour nous protéger et protéger les autres

Le secret médical auquel sont astreints les professionnels de santé, leur interdit de révéler le statut sérologique d'une personne à son conjoint. Les situations dans lesquelles un des partenaires ignore la séropositivité de l'autre sont fréquentes en pratique et posent régulièrement des cas de conscience. Un couple est dit sérodiscordant pour le VIH, quand un des partenaires est séropositif et l'autre séronégatif. Selon les estimations du ministère de la santé, environ 30% des personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire par exemple, ignorent leur statut sérologique.



Il va sans dire que les couples sérodiscordants sont légions dans le pays. Avoir des statuts sérologiques différents n'est pas un problème en soi et ne doit plus constituer un frein à l'épanouissement des couples. En bloquant la multiplication du virus, les médicaments antirétroviraux

permettent aux personnes vivant avec le VIH d'avoir une très faible quantité de virus circulant dans le sang et de ne plus être contagieux. On parle de "charge virale indétectable". Les couples sérodiscordants peuvent de ce fait avoir des enfants sains, sans recourir systématiquement à la fécondation in vitro.

Le problème se pose quand un des partenaires, voire les deux, n'ont pas connaissance de la sérodiscordance ou quand celle-ci est délibérément dissimulée. Le conjoint sain voit son risque de contamination augmenter et le conjoint infecté, même s'il est au courant de son statut sérologique, ne pourra pas bénéficier du soutien son partenaire, in extenso d'une prise en charge des plus optimales. La question du statut sérologique dans le couple est cruciale. Elle doit être abordée sereinement et ne saurait être limitée à des déclarations sur l'honneur.

Dans le cadre d'une relation stable et durable, il est recommandé que chaque partenaire se fasse dépister pour les IST/SIDA avant le retrait du préservatif. Selon la stratégie de dépistage en vigueur en Côte d'Ivoire, tout médecin devrait systématiquement proposer un

test de dépistage du VIH à ses patients quel que soit le motif de la consultation. Selon cette même stratégie, toute sage-femme devrait proposer un dépistage du VIH aux femmes enceintes et à leurs conjoints. Malheureusement cette directive n'est que très peu suivie entretenant le tabou qui règne sur la question.

En 2017, malgré les subventions gouvernementales, 56% des

personnes dépistées séropositives n'avaient pas accès aux médicaments antirétroviraux. C'est là un défi important à relever, pour réduire le nombre de décès dus au VIH et la stigmatisation des personnes séropositives qui en découle. Faisons-nous dépister, protégeons-nous et protégeons les autres.

Jean-Charles Wognin

Réseau Ivoire Pro Santé
#TontonSageFemme

ENTREPRENEURIAT : *Invictus Attitude*

Je suis conscient que bien souvent, face au manque de moyens, supports & d'appuis, face aux inconforts, aux impondérables et aux difficultés de tous ordres devant l'aventure d'entreprendre, l'on cède parfois au désarroi. C'est normal ; la peur est humaine ! La question est de transformer ces émotions qui nous assaillent en émotions en les véhiculant à l'externe en actions, en agissements, en organisation, en planification, en structuration, autrement dit, en process productif, en ordre de bataille.

Le peuple Maori, d'Australie, a trouvé le secret en l'impressionnant cri de guerre devenu mondialement célèbre depuis la dernière Coupe du Monde de football. — Le HAKA — Utilisé pour dissuader. Pour intimider. Pour décourager. Pour démystifier. Pour décontenancer. Pour désorienter. Pour s'armer de courage et démoraliser son adversaire. Pour défier. Pour grimacer. Pour déstabiliser. Pour terroriser. Pour fragiliser moralement l'ennemi. Ça s'appelle **PRENDRE DE L'INITIATIVE**.

Et bien souvent, l'ennemi finit par rétrocéder, et l'on gagne du terrain ou du temps. Ici, l'ennemi, ce sont les difficultés, les pénuries, les

déconvenues, les stress, les impondérables et les contretemps de tous ordres auxquels est confronté le startuper ou l'opérateur économique. Il faut mettre son casque, sa carapace, prendre son bouclier, et s'armer de son sabre. Se construire de l'intérieur. Se formater. Se programmer à vaincre. Il faut se lever pour crier, haut & fort. Dans son mental.



Comme le quinquagénaire patriarche imposant, au dos blanc, chef de troupes des gorilles de montagne du Parc de Virunga dans le Kivu, défendant son territoire contre des braconniers. Comme le gladiateur criant *Avé César*, poing fermé et bras replié sur la poitrine, prêt à en découdre avec le menaçant fauve assoiffé de son sang, dans l'Arena de Roma. Comme la marxiste République Démocratique de Corée du Nord de la dynastie des Kim, le tout dissuasif et arrogant Kim Jong-Un, défiant l'univers entier avec ses ogives nucléaires depuis

Pyongyang. Rendre son mental, en premier & dernier ressort, DUR—COMME—DE—L'ACIER.

Faire une marche d'honneur, une démonstration de force, une revendication de puissance. Une exhibition d'armes. Une manœuvre militaire de dissuasion. Une démonstration de sa puissance de feu. Une exhibition de force à la soviétique d'heureuse mémoire... Bref, un baroud d'honneur ! Comme David devant Goliath. Comme l'armée nipponne de Samourais à Pearl Harbour. Un opérateur économique ne meurt jamais sur le champ de bataille sans au préalable faire prévaloir toute sa puissance et son esprit de combat. C'est aussi ça, les affaires ! Tout comme l'ours blanc du lointain Alaska, il vend très cher sa

peau à qui veut se défaire de lui. C'est souvent comme ça que l'on fait bouger les lignes face aux récalcitrants contretemps du monde des affaires. Du monde, tout court ! Ces sacrés MAORIS ; Quel peuple ! Ils sont terribles. Inflexibles. Téméraires. De l'arrogance à l'état pur.

En business, il faut de fois être arrogant, sans dépasser certaines limites. Dans la pure tradition de la guerre froide. Pas de guerre, mais des menaces, de la provocation, de l'intimidation. Guerre de basse intensité ! Gagnera, celui qui a des nerfs d'acier ! Il y a des guerres que l'on gagne sans vraiment combattre. Tout se trouve dans la volonté de vaincre. Dans l'attitude. Alors victus ou invictus attitude ?

John Kuzimbikisa

TRADITIONS & CULTURE : Nous devons nous asseoir et réfléchir

Nyanfèn jugu ani Nyanfèn nyuman,
Aw bèe lajèlen ka hakèto ! (Ôoh,
Mes excuses aux Bons et Mauvais
esprits d'ici...)

La Guerre au Sahel, l'Afrique
s'abîme dans le mimétisme et le
silence complice des Pipoliticiens.
Quel ne fut ma profonde tristesse
de constater le peu de place faite à
la réflexion, en Afrique actuelle. Les
actions de pipoliticiens (qui ne
luttent que pour accéder aux
postes juteux) suffisent pour
rendre plus triste encore.

Je pense que le rôle des personnes
ayant eu la chance d'aller à l'école
en Afrique, doit être de penser, de
réfléchir et d'inciter à l'action pour
améliorer le sort matériel et mental
des Africain(e)s, par la production
des biens matériels et immatériels
répondant aux nécessités de vie
des peuples du continent.

**L'Afrique fait, depuis le XVe,
l'objet de toutes les convoitises.**

L'Afrique et les Peuples africains
sont en danger de dépossession

territoriale. Il faut que les
Africain(e)s en aient la pleine
conscience. Des informations
éloignées de toute apparence de
vérité, comme celles que diffusent
les médias-criminels, les
pipoliticiens et les religions
coloniales ne permettent pas
d'arriver à cette prise de
conscience.



Saurons-nous un jour nous asseoir
et réfléchir profondément, nous les
Africain(e)s, pour tirer des leçons
de notre douloureuse histoire de
pays de domination arabe,
anglaise, française, et portugaise ?

Kôrêdjo-Missa Doumbia

CRITIQUE LITTERAIRE

Livre : STOP AUX HOMMES AVARES

Auteur : Séverin BOUATINI

Editeur : E'Stars

Le titre de ce recueil de nouvelles peut paraître, à première vue, comme une fatwa contre les « hommes avarés ». Pourtant, il suffit de parcourir cette œuvre de 120 pages comportant cinq nouvelles pour comprendre qu'elle est un hymne à l'émancipation de la femme. Pour l'auteur, « Stop aux hommes avarés » pose la problématique de l'émancipation totale et vraie de la femme africaine en général et de l'Ivoirienne en particulier.



Ecrivain proluxe, Séverin Bouatini, avec « Stop aux hommes avarés », est à son 12^{ème} livre. Malgré, le registre qui fait la part belle à la satire, l'auteur de temps à autre, sur un ton didactique, déploie un discours destiné à sensibiliser le lecteur sur les tares des sociétés africaines.

Sourou Bamkolé